

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP) - 2025AO50002 - RELATIF
A LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES SYSTEMES DE SECURITE
INCENDIE**

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché.....	3
Article 2 - Décomposition en lot(s).....	3
Article 3 - Phase(s).....	3
Article 4 - Tranche(s).....	3
Article 5 - Lieux d'exécution des prestations	3
Article 6 - Nature des prestations	3
Article 7 - Références législatives, réglementaires et normatives	3
Article 8 - Définition des prestations communes quel que soit le type de contrat choisi	4
8.1 - objectif général	4
8.2 - Périodicité de la prestation et planning d'intervention.....	4
8.3 - Modification des installations	4
8.3.1 - Modifications du nombre d'équipements	4
8.3.2 - Travaux 2025	5
8.4 - Accès au site pour le titulaire du marché	5
8.5 - Etat des installations	5
8.6 - Le dossier d'identité.....	5
8.7 - Le rapport d'intervention	5
8.8 - Le registre de sécurité de l'établissement.....	5
8.9 - Formation des agents techniques.....	6
8.10 - Garantie et qualification des intervenants.....	6
8.11 - Rapport annuel d'activité par établissement	6
8.12 - Organisation liées aux visites de dépannage	6
8.12.1 - Déclenchement d'une intervention de dépannage	6
8.12.2 - Information consécutive à la visite de dépannage.....	7
8.12.3 - Astreinte	7
8.13 - Délai d'intervention et de rétablissement	7
8.13.1 - Délai d'intervention	7
8.13.2 - Délai de rétablissement	7
8.14 - Visite d'essais et contrôle réglementaire ou contractuel	7
8.14.1 - Approvisionnement, gestion et maintien des stocks des pièces détachées	8
8.14.2 - Choix des pièces détachées, qualité, garantie d'utilisation et garantie constructeur	8
8.14.3 - Contrôle des pièces remplacées	8
Article 9 - Détail des prestations liées aux visites « maintenance réglementaire ».....	8
9.1 - Organisation de la visite	8
9.2 - La visite périodique des installations (visite triennale)	9
9.3 - Obligation des établissements de santé	9
9.4 - Contenu des prestations.....	9
9.5 - Vérification de type 1	9
9.6 - Vérification de type 2	11
Article 10 - Maintenance corrective « forfaitisée ».....	14
Article 11 - Fourniture de pièces et interventions hors contrat	14
Article 12 - Rapport de fin de vérification.....	15
Article 13 - Prestations de travaux hors marché.....	15
Article 14 - Obligation du titulaire.....	16
14.1 - Obligations générales.....	16
14.2 - Plan de prévention.....	17
Article 15 - Qualification du (des) titulaire(s) et organisation du (des) service(s) du titulaire	18
15.1 - Qualification du (des) titulaires	18
15.2 - L'organisation du service du (des) titulaires.....	18
Article 16 - Responsabilités et assurances.....	18
Article 17 - Protection des locaux	18
Article 18 - Propreté des locaux	18

Article 1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et corrective de l'ensemble des systèmes de sécurité incendie du GHT Bourgogne Méridionale.

Article 2 - Décomposition en lot(s)

Le marché est composé de 3 lots :

Lot 1 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie de marque CHUBB
Lot 2 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie de marque SIEMENS
Lot 3 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie autres marques

Article 3 - Phase(s)

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

Article 4 - Tranche(s)

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Article 5 - Lieux d'exécution des prestations

Les lieux d'exécution sont mentionnés dans l'annexe 3 du cahier des clauses administratives particulières.

Article 6 - Nature des prestations

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et corrective de l'ensemble des systèmes de SÉCURITÉ INCENDIE du Groupement Hospitalier de territoire (GHT) Bourgogne méridionale en s'appuyant sur les recommandations relatives à la norme NFS 61-933 en vigueur lors de l'intervention.

Le marché comprend deux niveaux de maintenance pour les SSI, SDI, CMSI :

- La maintenance préventive réglementaire type 1 et 2
- La maintenance corrective forfaitisée
- La maintenance corrective hors contrat

L'entretien des équipements qui fait l'objet du présent marché porte sur la totalité du parc de SSI des établissements adhérents, au sens de l'article R.123-43 du Code de la construction et de l'habitation. Ces équipements sont situés dans différents bâtiments hospitaliers, sur tous les sites des membres du groupement.

Cela comprend notamment :

- Des installations de type adressable, équipée de détecteurs thermiques.
- Des installations de type adressable, équipée de détecteurs optiques.
- Des installations de type non adressable.
- Des installations comprenant du désenfumage naturel asservi ou non au SSI.
- Des installations comprenant du désenfumage mécanique.
- Des installations comprenant des systèmes d'extinction automatique à gaz.

Les installations sont définies dans l'annexe 1 du cahier des clauses techniques particulières.

La périodicité des vérifications est de 6 mois ou 1 an selon les établissements.

Le cas échéant, après notification du nouveau marché, une visite contractuelle sera IMPERATIVEMENT organisée 15 jours avant la date du début d'exécution du nouveau marché, entre le précédent et le nouveau titulaire, en présence d'un représentant des établissements de santé à l'issue de laquelle, un rapport détaillé fera état des installations

Article 7 - Références législatives, réglementaires et normatives

Les opérations de maintenance sont réalisées conformément aux prescriptions des pièces écrites, aux textes et règlements en vigueur et à leurs mises à jour au mois d'établissement des prix :

- Le code du travail - articles R 237-1 à R 237-28
- NF.S. 61.931, texte officiel relatif aux dispositions générales,
- NF.S. 61.933, texte officiel relatif aux règles d'exploitation et de maintenance,
- NF S 61-938, Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.), Dispositifs de Commande Manuelle (D.C.M.), Dispositifs de Commandes Manuelles Regroupées (D.C.M.R.), Dispositifs de Commande avec Signalisation (D.C.S.), Dispositifs Adaptateurs de Commande (D.A.C.).
- NF S 61-939, Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.), Alimentations Pneumatiques de Sécurité (A.P.S.)
- NF S 61-961, Matériels de détection d'incendie — Systèmes Détecteurs Autonomes Déclencheurs (S.D.A.D.).
- NF S 61-970, Règles d'installation des Systèmes de Détection Incendie (S.D.I.).
- La norme NF.C. 15-100, texte officiel relatif aux installations électriques à basse tension,
- Les règles APSAD, en particulier la règle R7 (détection automatique incendie), R13 (extinction automatique à gaz), R17 (désenfumage naturel)

- Les normes internationales (ISO/CEI 11801) et les normes européennes (EN 50167, EN 50168 et EN 50173) et tous textes relatifs à la prise en compte (dans les installations électriques) de l'environnement CEM et des recommandations émises par le comité 77 de la C.E.I.

Les installations et les matériels, faisant l'objet du présent marché, devront être conformes aux lois, règlements et normes en vigueur au moment de la réalisation, ainsi qu'au règlement SSI dans les établissements recevant du public.

Cette énumération de la réglementation n'est qu'informatrice et non limitative, le titulaire doit se référer aux textes en vigueur afférents à sa spécialité.

Article 8 - Définition des prestations communes quel que soit le type de contrat choisi

8.1 - objectif général

Pendant la durée du marché, le prestataire doit assurer le maintien en bon état de fonctionnement des installations qui lui sont confiées dans les conditions normales de sécurité et d'emploi pour les personnes et les biens. Les visites de maintenance ont pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des matériels à un niveau proche des performances initiales en vue d'en assurer une utilisation satisfaisante.

L'entreprise prestataire doit impérativement être titulaire de la certification A.P.S.A.D.F7 - I7, F13 - I13, F17-I17.

L'entreprise prestataire est tenue à une obligation générale de résultat, de conseils, d'alerte et même de formations aux règles de sécurité vis-à-vis de l'établissement concerné pendant toute la durée du marché.

L'entreprise doit être en mesure de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour compenser en termes de sécurité un manque de résultat et doit assurer la mise en œuvre de personnel qualifié (SSIAP 1) pour assurer la sécurité 24h/24h 7j/7j.

Les objectifs de performances du titulaire sont les suivantes : Taux d'efficacité des SSI $\geq 99\%$

Le titulaire décrit les moyens humains, matériels, logistiques mis en œuvre pour atteindre cet objectif.

Cet objectif est révisable annuellement lors de la réunion de remise du bilan d'activité.

8.2 - Périodicité de la prestation et planning d'intervention

Pour la bonne réalisation de sa mission, le titulaire est tenu de respecter des modalités d'interventions et des délais. En outre, il doit assurer une bonne information de l'établissement sur son travail et sur l'évolution un niveau d'entretien et de maintenance des installations.

Le(s) titulaire(s) de la prestation effectuera (ont) le(s) visite(s)/an/site/installation, planifiée dans l'année. Les dates et heure des visites seront fixées en respectant un préavis de 30 jours et adressées par email aux adresses des référents service et facturation indiquées dans l'annexe 2 du cahier des charges administratives particulières.

Les prestations de maintenance préventive n'entraînant pas de perturbations seront effectuées de 08h00 à 18h00 pendant les jours ouvrés.

Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informera l'autre au moins quarante-huit heures avant la date prévue.

Le(s) titulaire(s) de la prestation établira (ont) un planning d'intervention pour l'exercice considéré et le transmettra (ont) aux différents référents des sites du GHT.

Les visites systématiques pourront être effectuées en même temps que d'autres opérations de maintenance (par ex. Désenfumage mécanique). Le personnel chargé de la visite périodique se présentera auprès du Responsable du Service Sécurité Incendie du site concerné ou de son représentant dès son arrivée dans l'Etablissement. Un agent dûment désigné pourra l'accompagner dans la visite.

Les opérations de maintenance préventive qui risquent d'entraîner des perturbations seront exécutées en dehors des heures visées ci-avant et dans tous les cas après accord entre le titulaire et le Responsable du Service Sécurité Incendie ou technique.

En aucun cas, les interventions de maintenance préventive ne doivent occasionner un arrêt total non prévu de fonctionnement des installations (plateaux techniques entre autres).

8.3 - Modification des installations

8.3.1 - Modifications du nombre d'équipements

Le GHT se réserve le droit de procéder à des augmentations du nombre d'équipements sans modification de tarif et sans que le titulaire du marché puisse présenter une réclamation sans que cela n'augmente de plus de 10% le volume d'équipement à maintenir.

Toute modification du nombre d'équipements sera prise en compte par le titulaire sur simple notification de chaque site du GHT qui se réserve également le droit de demander des entretiens supplémentaires suite à des travaux dans les mêmes conditions.

Dans le cas où un bâtiment ou une installation serait fermée pendant toute la durée du marché, l'hôpital s'engage à en informer le fournisseur. Le montant global du lot sera réduit du montant pour la prestation non effectuée, au prorata des équipements supprimés.

8.3.2 - Travaux 2025

La centrale incendie du site des Chanaux (Mâcon) du service psychiatrie devenue obsolète, doit être remplacée et fera l'objet d'un appel d'offres courant 2025. La maintenance de ces équipements devra être assurée jusqu'à la fin des travaux dont la date prévisionnelle est estimée au 31/12/2025.

La suppression des équipements maintenus fera l'objet d'un avenant au marché.

8.4 - Accès au site pour le titulaire du marché

Avant toute intervention, le titulaire devra contacter les référents service des sites indiqués dans l'annexe 2 du cahier des clauses administratives particulières.

8.5 - Etat des installations

A la prise en compte de l'installation le prestataire de maintenance doit réaliser un audit propre à inventorier qualitativement et quantitativement le système (état initial). Cette opération se réalise à partir du dossier d'identité du SSI, du dernier rapport de visite triennale ou à défaut d'un dossier technique de l'installation remis au nouveau prestataire de maintenance. Il a pour vocation de détecter des éventuelles anomalies qui seront présentées au chef d'établissement.

Cet état initial est à établir contradictoirement avec les anciens prestataires au plus tard avant le début effectif de la prestation de maintenance indiquée à l'article 6 du présent cahier des clauses techniques particulières (L'état initial doit être établi dans le mois qui suit la prise d'effet du contrat : imposition selon la norme NFS61-933 Chapitre 7)

L'état initial sert de base à la consolidation des données d'inventaire telles que fournies par le maître d'ouvrage. Il peut être modifié en cours de marché, en fonction de modifications de patrimoine (restructuration de service, extension, mise en conformité ...).

Quinze jours avant le terme de rigueur du marché, il est procédé à un état des lieux final de sortie du titulaire, qui sera confronté avec l'état des lieux initial d'entrée du titulaire du marché de maintenance pour la période de marché suivante. Tout constat mettant en évidence un défaut d'entretien implique une reprise en état au frais du titulaire sous 1 mois maximum à compter du constat. A défaut, la remise à niveau est exécutée aux frais et risques du titulaire.

A l'issue du contrat, le titulaire doit remettre au chef d'établissement :

- L'état des lieux concernant le système (plans, sauvegarde des paramétrages, listing des points, données de site,...),
- L'ensemble des documents détenus, confiés et créés au titre du contrat.

le(s) titulaire(s) sera (seront) réputé(s) connaître parfaitement les installations prises en charge et renoncera (ont) par avance à faire état des difficultés provenant de la qualité du matériel ou de sa méconnaissance.

La visite des lieux concernés par cette consultation est facultative. Cependant les candidats pourront prendre connaissance des sites et des environnements conformément à l'article 11.7 du règlement de consultation.

8.6 - Le dossier d'identité

Le titulaire prendra connaissance des plans et documents techniques dont chaque établissement dispose (dossier d'identité, dernier rapport de visite triennale ...) à l'issue de la notification du marché.

8.7 - Le rapport d'intervention

A l'issue de chaque visite de maintenance ou d'intervention, le titulaire établit un rapport d'intervention comprenant les renseignements suivants :

- Une appréciation claire sur le fonctionnement du système SSI et un descriptif de matériel installé.
- La date de chacune des interventions et le nom du préposé ayant procédé à l'intervention (avec heures de début et de fin des opérations),
- La mention de tous les constats (dont nature des pannes, remplacement de pièces), observations utiles (état de l'installation) et incidents relevés lors de ses interventions tant systématiques que correctives,
- La date et causes des incidents,
- Les actions menées pour assurer le bon fonctionnement complet des équipements,
- Un récapitulatif des observations de travaux à réaliser au titre de la conformité et de la maintenance, avec propositions techniques détaillées des solutions à mettre en œuvre,
- Toutes les observations jugées utiles

Ce rapport sera adressé au représentant au référent service de chaque établissement.

8.8 - Le registre de sécurité de l'établissement

Le titulaire du marché doit renseigner le registre de sécurité de l'établissement, de l'existence du contrat et protocole d'intervention qui le lie au bon fonctionnement de l'établissement et de ses rapports périodiques de contrôles des équipements des systèmes de sécurité incendie.

Il doit y consigner les dates de toutes ses interventions et essais avec mention d'un rapport joint.

A chaque visite (2 fois/an ou une fois selon l'établissement), il prend contact avec le référent service de l'établissement afin de signer l'ensemble des registres de sécurité des bâtiments.

Il est demandé au titulaire d'être obligatoirement présent lors des passages de la commission de sécurité. Pour s'assurer de sa présence, le titulaire est convoqué 15 jours à l'avance par le chef d'établissement.

Avant le passage de la commission, il s'assure avec un représentant de l'équipe SSI, en procédant par sondage, du bon fonctionnement de l'ensemble.

Le titulaire du marché a obligation de remédier aux remarques formulées par la commission de sécurité.

A l'issue des visites de la commission, le titulaire est destinataire du rapport, il doit alors :

- Analyser le rapport de la commission pour le matériel qui le concerne
- Mettre en place les actions correctives pour répondre aux observations en produisant, sous quinzaine les devis nécessaires et la planning d'intervention pour réaliser la levée des réserves
- Informer par écrit le représentant du chef d'établissement des actions réalisées et, le cas échéant, des réserves restantes à lever

8.9 - Formation des agents techniques

Une fois par an pour chaque établissement adhérent, le titulaire procède à une formation du personnel technique et des agents de sécurité qui comprend :

- Les principes de fonctionnement des installations
- La lecture et l'interprétation des informations affichées sur les centrales et reports
- La lecture et l'interprétation des informations affichées sur l'UAE
- Les manœuvres de mise à l'état de repos des installations après un événement

Cette formation a pour but l'enseignement des premiers gestes à effectuer par le personnel pouvant intervenir en cas d'alarme, et cela dans l'attente de l'arrivée des techniciens : levée de doute.

8.10 - Garantie et qualification des intervenants

Sous la responsabilité du titulaire, les interventions sont effectuées conformément aux dispositions réglementaires en vigueur au moment de la prestation, à savoir par du personnel qualifié pour intervenir selon les niveaux 3 ou 4 au sens de la norme NFS-61-933.

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour la visite des installations objet du présent contrat.

Les interventions sont réalisées par du personnel dont le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est l'interlocuteur normal des services techniques ou de la Direction des établissements membres du groupement

Le titulaire est tenu de joindre à son offre tout justificatif de sa capacité à répondre au niveau 3 et/ou 4 de maintenance avec mise à disposition de personnel autorisé pour le constructeur.

8.11 - Rapport annuel d'activité par établissement

Le titulaire prend en charge la maintenance des équipements en l'état.

Au plus tard, 1 mois après la deuxième vérification de l'année, il doit fournir :

- Un inventaire descriptif du parc des équipements et systèmes confiés
- Un bilan, sous forme de tableaux, des interventions réalisées par type d'intervention et site avec indications des remplacements de pièces effectuées avec mention des indicateurs de performances suivants
- Nombre de pannes et de dépannages
- La durée et le temps des indisponibilités par équipement et en totalité
- Le niveau de sécurité atteint par le parc avec la justification
- L'attestation annuelle d'assurance
- L'état des installations eu égard aux critères de conformité réglementaire (point d'avancement sur les aspects obligatoires), au critère de vétusté impliquant une modernisation, Up grade ainsi que des préconisations, sous forme de tableau, en matière de modification du parc entretenu
- Le nom et l'adresse du site
- La nature du dispositif existant
- Les modifications du dispositif préconisé
- Les raisons évoquées par le titulaire pour justifier la proposition de modification
- Prévision des travaux à réaliser dans l'année qui suit
- Le cas échéant une indication sommaire du coût de la modification

Le rapport annuel est fourni sur support informatique. Ce rapport sera fourni dans un délai de quinze jours maximum après la fin de la visite.

Le titulaire commente son rapport annuel lors d'une visite de suivi organisée avec les représentants de chaque site.

Dans le cadre de son offre le candidat fournit un modèle de rapport de visite préventive ainsi qu'un modèle de rapport annuel.

8.12 - Organisation liées aux visites de dépannage

8.12.1 - Déclenchement d'une intervention de dépannage

Le titulaire intervient sur signalement simple du représentant de chaque adhérent faisant état d'un non fonctionnement ou d'un mauvais fonctionnement de l'une des installations dont il a la charge.

Pour permettre une prise de contact rapide, le titulaire est tenu de communiquer à chaque représentant les coordonnées téléphoniques actualisées du centre d'appel ainsi que les numéros des techniciens d'astreinte intervenant sur chacun des secteurs.

La traçabilité de ces appels est réalisée à partir d'un retour de mail indiquant l'heure d'appel, le nom de l'appelant et l'heure prévue d'intervention (confirmation de prise en charge).

Les établissements possèdent des équipes spécialisées (équipes de sécurité) ou des techniciens formés EPI qui effectuent les levées de doute assurant ainsi l'émission lors des appels d'informations fiables et vérifiées (élimination d'appels intempestifs). Tous les appels en demande d'intervention sont ainsi réputés justifiés.

Le titulaire fait connaître à l'appelant les dispositions de sécurité éventuelles à prendre en attendant son intervention.

8.12.2 - Information consécutive à la visite de dépannage

Informations à destination du représentant du/référent de chaque établissement :

Le bon d'intervention : pièce justificative de la facturation dans le cadre de la « maintenance réglementaire ».

A l'issue de chaque visite, le titulaire établit un bon d'intervention en dépannage signé par le représentant de site.

8.12.3 - Astreinte

Pour toutes les pannes qui seront constatées par le maître d'ouvrage, le prestataire devra, dans son contrat forfaitaire (interventions et dépannages), disposer en permanence, soit 24h/24 et 7j/7, d'un service :

- De réception des demandes d'intervention, accessible à tout moment, capable d'enregistrer et de qualifier les appels/messages reçus ainsi que de programmer les interventions dans les délais impartis.
- D'intervention pour sécuriser l'installation, le bâtiment qu'elle protège et les occupants qui y résident.

Un intervenant humain traite dans tous les cas les demandes.

8.13 - Délai d'intervention et de rétablissement

En cas de non-respect des délais ci-après, le titulaire encourt sur ses créances, sur simple constat, les pénalités prévues à cet effet au cahier des clauses administratives particulières.

8.13.1 - Délai d'intervention

En cas panne ou de dysfonctionnement n'affectant que peu la sécurité :

La prise en charge doit se faire au plus tard dans l'heure suivant l'appel avec communication avec le technicien de l'établissement pour validation du diagnostic.

L'intervention corrective doit se faire au plus tard dans les **6 heures** suivant l'appel 24h/24h et 7j/7j.

En cas de panne ou de dysfonctionnement affectant gravement la sécurité :

La prise en charge doit se faire au plus tard dans l'heure suivant l'appel avec communication avec le technicien de l'établissement pour validation du diagnostic.

L'intervention corrective doit se faire au plus tard dans les **4 heures** suivant l'appel 24h/24h et 7j/7j.

La notion de dysfonctionnement mettant en cause la sécurité est laissée à la seule discrétion des représentants de chaque site.

8.13.2 - Délai de rétablissement

En cas de petites réparations ne mettant pas en péril la sécurité des biens et des personnes (détecteurs, boîtiers report ...):

La remise en fonctionnement normal et durable de l'installation doit se faire sous 24 heures maximum à compter de la demande d'intervention 24h/24.

En cas de panne importante mettant en jeu la sécurité des biens et des personnes (centrale à l'arrêt, plusieurs boucles en défaut, plus d'asservissements, panne d'UAE...):

La remise en fonctionnement normal et durable de l'installation doit se faire dans les 6 heures à compter de la demande d'intervention 24h/24.

Dans le cas où le titulaire ne serait pas en mesure de respecter ce délai, il précise les moyens mis en œuvre pour compenser en terme de sécurité cette défaillance (mise en œuvre de personnel qualifié (SSIAP1)) pour assurer la sécurité 24h/24h7j/7j.

Ce délai ne s'applique pas dans le cas où le matériel réputé obsolète est en panne et que les pièces détachées sont introuvables, ceci rendant la réparation dans les délais impartis impossible.

8.14 - Visite d'essais et contrôle réglementaire ou contractuel

Le titulaire doit accompagner et assister les bureaux de contrôle, les commissions de sécurité si besoin et tout autre agent amené à effectuer des contrôles ou interventions sur les installations.

Le titulaire doit déléguer sur site un personnel suffisamment compétent et qualifié pour pouvoir répondre aux interrogations du contrôleur.

Dans le cadre de son offre le candidat indique nominativement le niveau de formation, les qualifications sur les différents équipements ainsi que les habilitations et actualisations de formation des techniciens qui interviendront dans les établissements.

8.14.1 - Approvisionnement, gestion et maintien des stocks des pièces détachées

Le titulaire doit approvisionner à ses frais et garder en permanence à proximité immédiate un stock de pièces de rechange lui permettant, pour l'ensemble des équipements listés à son marché, d'assurer les dépannages et remplacement de pièces des différentes marques de SSI dans les délais impartis à son marché.

Dans le cas où les pièces détachées nécessaires à la maintenance ne seraient pas sur stock, le titulaire doit s'engager sauf accord expresse du représentant du Maître d'ouvrage et sauf dans le cas où les pièces détachées sont introuvables en raison de l'obsolescence du matériel, à garantir un approvisionnement sous 24 heures des éléments nécessaires.

Les pièces détachées sont obligatoirement neuves et de la marque de l'équipement nécessitant le changement de pièces.

Il est précisé qu'à l'expiration du marché, le titulaire reste propriétaire de ce stock. Sur simple demande, le titulaire doit fournir au représentant du Maître d'ouvrage l'inventaire des pièces détachées confiées.

8.14.2 - Choix des pièces détachées, qualité, garantie d'utilisation et garantie constructeur

Le titulaire ne doit utiliser que des pièces, équipements, assurant le rétablissement du fonctionnement normal de l'installation et être compatible avec les normes concernant l'associativité des matériels.

Ces changements d'équipements par des équivalents sont consignés dans le dossier d'identité après validation du coordinateur SSI. Les pièces ou appareils ainsi substitués bénéficient ensuite de la part du titulaire de la même garantie totale que les pièces ou appareils d'origine jusqu'à l'expiration du marché.

Le candidat présente dans le cadre de son offre la/les convention(s) qui le lie avec les constructeurs permettant d'assurer une garantie d'approvisionnement de pièces, une assistance technique constructeur, un accès aux programmations et diverses interventions logicielles.

8.14.3 - Contrôle des pièces remplacées

Toute pièce remplacée en dehors de la norme est sanctionnée d'une rupture de marché pour faute grave aux torts exclusifs du titulaire, sans préavis, ni indemnité.

Article 9 - Détail des prestations liées aux visites « maintenance réglementaire »

9.1 - Organisation de la visite

Les vérifications sont faites en continu après un préavis de visite d'au moins 1 mois.

Un planning, par site, doit être élaboré et soumis au responsable sécurité ou technique afin que celui-ci puisse avertir les services de soins.

Dans le cadre de son offre le candidat propose une planification prévisionnelle pour chacune des visites pour chaque site de chaque établissement.

Le vérificateur est accompagné, dans la mesure du possible, d'un agent des services techniques de l'établissement ou de l'équipe de sécurité afin de faciliter les accès aux locaux.

Certaines visites devront être effectuées en **horaires décalés** :

Etablissement du GHT	Service	Horaires	Nb visites	Nb vérifications
Centre hospitalier de Mâcon*	Centre ambulatoire Bloc technique**	19h - 1h 23h - 5h	2	2
Centre hospitalier du Pays du Charollais Brionnais	Bloc opératoire, REA	19h - 1h (Sauf contrainte) 19h - 1h (Sauf contrainte)	1	1
Centre hospitalier de Tournus	non concerné	non concerné	non concerné	non concerné
Centre hospitalier du Clunisois	non concerné	non concerné	non concerné	non concerné

* A noter qu'un chauffagiste (un agent) du CH accompagnera le prestataire pour remettre en service les CTA sur la 1^{ère} visite correspondant aux essais des asservissements

** en cas d'intervention urgente au bloc opératoire, la maintenance sera reprogrammée

A l'issue de son travail, le vérificateur doit rendre compte de ses observations et signer les registres de sécurité. Dans le cas d'une intervention sur plusieurs journées, le vérificateur s'assure de l'intégrité du fonctionnement avant son départ chaque jour avant son départ.

En outre, il doit informer le représentant de l'établissement du risque d'inefficacité de la protection installée consécutive à toute cause justifiable, ne relevant pas de ses engagements.

D'autre part le titulaire explique les moyens mis en œuvre pour compenser en termes de sécurité la mise en arrêt total des installations suite à une fausse manœuvre ou tout événement qui engage sa responsabilité

9.2 - La visite périodique des installations (visite triennale)

Les installations de détection incendie et du système de mise en sécurité incendie sont soumises ponctuellement à la vérification d'un organisme de contrôle agréé. A ce titre, le(s) titulaire(s) du (des) présent(s) marché(s) sera (ont) alors tenu(s) d'effectuer la visite simultanément avec le contrôleur technique afin de satisfaire à toutes les préconisations de ce dernier et ceci dans le cadre de la prestation du marché.

9.3 - Obligation des établissements de santé

Les représentants des sites s'engagent à :

- Laisser libre accès aux divers équipements au préposé du titulaire ainsi que les codes d'accès si nécessaire pour les dépannages et visites périodiques. Cependant des locaux spécifiques nécessitent une organisation et une planification particulière. (bloc opératoire, stérilisation, services de soins intensifs ...)
- Maintenir les locaux où est situé le matériel en état de propreté.
- Maintenir les alimentations en conformité avec la réglementation en vigueur.
- Remettre au titulaire, toutes les notices concernant les divers équipements fournis par le fabricant, et tous documents relatifs aux installations.
- Transmettre en cas de demande du titulaire, les Documents Techniques Amiantes.

9.4 - Contenu des prestations

Le prestataire organise la maintenance des installations de sécurité incendie conformément à l'annexe B (essais fonctionnels SS) et l'annexe C (essais fonctionnels CMSI) de la norme NFS 61-933 pour la périodicité des visites. Notamment pour les SSI de catégorie A ou des scénarios sont définis et décrits ci-dessous : Vérification de type 1 et type 2.

Le candidat doit chiffrer les prestations de base suivantes:

- Intervention du lundi au vendredi (8h - 18h) et en horaires décalés pour chaque établissement conformément à l'article 9.1 du présent cahier des clauses techniques particulières.
- Un compte-rendu d'intervention détaillé des interventions préventives.
- La mise à jour semestrielle de l'UAE pour le centre hospitalier de Mâcon.
- Le reconditionnement des détecteurs selon les recommandations de chaque constructeur.
- Le remplacement des éléments à durée de vie limitée (piles, batteries...)
- Une assistance téléphonique (7 jours sur 7 – 24h/24h)
- Un compte-rendu d'intervention détaillé des interventions correctives.

9.5 - Vérification de type 1

La visite de type 1 consiste en une série d'essais fonctionnels et d'opérations de maintenance préventive pratiqués par les techniciens spécialisés.

Cette visite concerne les Système de Détection Incendie (S.D.I.), Système de Mise en Sécurité Incendie (S.M.S.I.), Equipement d'Alarme, Systèmes Détecteurs Autonomes Déclencheurs (S.D.A.D.) et Alimentations (hors Alimentations Pneumatiques).

DETAIL DES OPERATIONS ET DES ESSAIS FONCTIONNELS :

A - EXAMEN DES DOCUMENTS D'EXPLOITATION ET INSPECTION VISUELLE DE L'INSTALLATION

- Examen du tableau de signalisation du système de sécurité incendie (SDI), des états sur l'unité de signalisation (US) par action sur le (ou les) bouton (s) "essai voyants" éventuels et, dans le cas d'un centralisateur de mise en sécurité (CMSI), par action sur la touche "bilan" ;
- Changement d'affectation des locaux surveillés, modifications ou suppressions de locaux, modifications des conditions d'environnement ;
- Analyse de l'adaptation de l'installation au risque surveillé ;
- Signature du registre de sécurité.

B - ESSAIS FONCTIONNELS

La vérification fonctionnelle de l'installation a pour but de s'assurer que toutes les fonctions sont correctement remplies.

Avant toute manipulation, les commandes d'organes externes liées aux fonctions susceptibles d'être inutilement ou dangereusement actionnées lors des opérations de vérification sont neutralisées. Cette neutralisation se fait en présence du responsable qualifié de l'hôpital, qui doit veiller à leur remise en service après les opérations de vérification.

Système de détection Incendie (S.D.I.)

- Essais fonctionnels :
 - De tous les détecteurs ponctuels (solicitation locale effectuée par un générateur produisant un phénomène physique adapté),
 - Des détecteurs de fumée par aspiration (essai effectué pour chaque tubulure, au minimum à l'orifice de prélèvement le plus éloigné)
 - De chaque interface d'entrée sortie (I/O), excepté les isolateurs de court-circuit et les matériels déportés d'adressage collectif.
 - De chaque déclencheur manuel par la clé de test.

Constat de fonctionnement des signalisations visuelles et sonores de dérangement créant un défaut :

- Pour chaque circuit de détection : retrait de la tête de détection de son socle d'un détecteur ponctuel débouchable de chaque circuit de détection incendie (par débouchage du dernier point pour un circuit conventionnel).

- Pour chaque détecteur de fumée par aspiration : ouverture (raccord union ou équivalent) et obturation de chaque tubulure de chaque détecteur; coupure de l'électro aspirateur.
- Pour chaque détecteur linéaire de fumée : atténuation totale du faisceau de chaque détecteur linéaire de fumée (au niveau récepteur ou du réflecteur si celui-ci existe).
- Pour chaque détecteur radio : constat des exigences particulières relatives à l'atténuation pour les systèmes de détection à liaisons radioélectriques (au moins 12 dB de marge de portée). Simultanément effectuer le constat de la bonne transmission des informations vers les autres éléments constitutifs du S.D.I.
 - o Contrôle du bon fonctionnement des indicateurs d'action.
 - o Constat du report des informations d'une alarme feue et d'un dérangement vers :
- Les boîtiers de répétition et/ou de report,
- Les U.A.E.,
- Un site extérieur (alerte, station de télésurveillance), le cas échéant.

Système de Mise en Sécurité Incendie (S.M.S.I.)

- Pour les S.S.I de catégorie A comportant plus de 2 Z.S (et les S.S.I. comprenant au moins une Z.A. + 2 Z.C. ou une Z.A. + 1 Z.C. + 1 Z.F.), les essais sont réalisés dans cette visite à partir de l'U.C.M.C en mode manuel. C'est au cours de la visite de type 2 que les essais sont réalisés en mode automatique à partir du déclenchement d'un élément (détecteur ou déclencheur manuel) choisi de façon aléatoire dans la Z.D. considérée.
- Pour les autres S.S.I de catégorie A, les essais sont réalisés pour chaque scénario :
 - o en mode automatique à partir du déclenchement d'un des éléments (détecteur ou déclencheur manuel) choisi de façon aléatoire de chacune des Z.D. considérées (autant d'essai que ZD)
 - o et en mode manuel depuis l'U.C.M.C.
- Pour les S.S.I. de catégorie B, les essais sont effectués pour chaque scénario en mode manuel depuis l'U.C.M.C., et à partir d'un déclencheur manuel.
- Pour les S.S.I. de catégories C, D et E les essais sont effectués, pour chaque scénario, à partir des dispositifs de commandes (D.C.M., D.C.M.R., D.C.S.).

Fonction évacuation :

- Contrôler le fonctionnement de la temporisation de la diffusion de l'alarme générale et du temps de fonctionnement.
- Contrôler l'audibilité de l'alarme en tous points de la Z.A ;
- Contrôler la visibilité de l'alarme visuelle (D.L.) dans les locaux et circulations équipés de ces dispositifs ;
- Contrôler le déverrouillage des dispositifs de verrouillage pour issues de secours.

Lorsque les issues sont gérées à partir de l'U.G.C.I.S., effectuer également l'essai fonctionnel de déverrouillage des issues à partir de son U.C.M.C. et en contrôler l'exécution à l'aide de la signalisation des positions de sécurité;

- Contrôler la mise en fonctionnement de l'éclairage de sécurité lorsque des textes de référence l'imposent ;
- Contrôler la mise en fonctionnement des équipements techniques associés aux Z.A. (remise en lumière, arrêt du programme en cours, ...);
- Contrôler la mise en fonctionnement d'alarmes adaptées aux personnes handicapées.

Fonction de compartimentage et de désenfumage :

- Contrôler les signalisations des D.A.S.
- Contrôler le passage en position de sécurité des D.A.S. :
 - soit par contrôle visuel direct pour les D.A.S. sans contrôle de position
 - soit par contrôle visuel des signalisations des contrôles de position sur le C.M.S.I.
- Contrôler la commande des équipements techniques associés aux Z.C. (non arrêt ascenseurs, monte-charge,...).
- Contrôler la commande des équipements techniques associés aux Z.F. (arrêts des C.T.A.,...).
- Contrôle de l'inter-verrouillage des trappes de désenfumage d'une même colonne.

NB : les essais des éléments concourants aux fonctions compartimentage et désenfumage mécanique (clapets, portes et volets en particulier) sont effectués dans le cadre de la vérification du fonctionnement du CMSI y compris la remise en position d'attente de ces éléments.

Fonction d'extinction automatique à gaz :

Essais de signalisation sur l'U.S. du C.M.S.I. ou sur un T.R.E. dédié des informations suivantes :

- Emission (ordre de commande ou passage de l'agent extincteur) ;
- Dérangement général du D.E.C.T.

Equipement d'alarme / évacuation

- Constater le délai correct de la temporisation et de la durée de diffusion minimale de l'alarme.
- Constater le fonctionnement des signalisations visuelles et sonores de dérangement en créant un défaut pour :
 - o chaque liaison U.G.A /élément central du système d'alarme incendie ;
 - o chaque alimentation de l'élément central du système d'alarme incendie vocale.
- Essais fonctionnels pour les équipements d'alarme de type 1 et 2a : constater le délai correct de la temporisation et de la durée de diffusion minimale de l'alarme.
- Essais fonctionnels pour les équipements d'alarme de types 2b et 3 : constater le fonctionnement des signalisations visuelles et sonores d'alarme et des dispositifs commandés terminaux associés par ouverture des circuits des D.M.

Alimentations

Pour chaque type de systèmes installés, sont pratiqués les opérations de maintenance et les essais fonctionnels suivants :

- Examen visuel de la batterie (gonflement, corrosion, sels grimpants, fuite,...).
- Examiner fusibles et disjoncteurs, contrôler les isollements électriques par rapport à la terre.
- Examiner le serrage des connexions.
- Visualiser la remontée des informations de défaut des A.E.S.
- Contrôler la bonne tension nominale aux bornes de la batterie (en charge).
- Contrôler la bonne tension batterie en début de décharge puis après une heure de décharge.
- Mesurer le courant de décharge et le comparer à la valeur d'origine.

Entretien (si nécessaire)

De manière générale, remplacer tout matériel existant dont les caractéristiques techniques se sont dégradées et ne correspondent plus à celles attendues (batteries, lampes, vitres pour dispositifs à bris de glace par exemple). La périodicité de ces remplacements, ainsi que leurs conditions de facturation, peuvent être définies dans les conditions particulières.

- Echange standard des détecteurs (la périodicité de ces échanges est en général fixée par les conditions particulières, l'inspection technique permettant toutefois si nécessaire de procéder à cette opération de manière anticipée). Ces détecteurs portent l'estampille NF reconditionnement.
- Remplacement annuel de la pile constituant la source auxiliaire d'avertissement (si elle existe).
- Serrage des connexions.
- Dépoussiérage.

9.6 - Vérification de type 2

La visite de type 2 consiste en une série d'essais fonctionnels pratiqués par les techniciens spécialisés sur le Système de Mise en Sécurité Incendie (S.M.S.I.) d'un Système de Sécurité Incendie (S.S.I.) de catégorie A comportant plus de 2 Z.S et comprenant au moins une Z.A. + 2 Z.C. ou une Z.A. + 1 Z.C. + 1 Z.F. Cette visite doit être réalisée au minimum 5 mois après la visite de type1.

DETAIL DES OPERATIONS ET DES ESSAIS FONCTIONNELS :

A – INSPECTION VISUELLE DE L'INSTALLATION

- Examiner l'état de l'unité de signalisation (US) par action sur le (ou les) bouton (s) "essai voyants" éventuels et, dans le cas d'un centralisateur de mise en sécurité (CMSI), par action sur la touche "bilan" ;
- Changement d'affectation des locaux surveillés, modifications ou suppressions de locaux, modifications des conditions d'environnement ;
- Analyser l'adaptation de l'installation au risque surveillé ;
- Signer le registre de sécurité.

B – ESSAIS FONCTIONNELS

La vérification fonctionnelle de l'installation a pour but de s'assurer que toutes les fonctions sont correctement remplies.

Avant toute manipulation, les commandes d'organes externes liées aux fonctions susceptibles d'être inutilement ou dangereusement actionnées lors des opérations de vérification sont neutralisées. Cette neutralisation se fait en présence du responsable qualifié de l'hôpital, qui doit veiller à leur remise en service après les opérations de vérification.

C – ESSAIS GENERAUX

- Essais annuels
 - Essai fonctionnel de chaque détecteur d'incendie (SSI de catégorie A) et de chaque déclencheur manuel (DM).
 - Essai de la totalité des clapets, volets et ouvrants de désenfumage.
 - Vérification de l'arrêt de la ventilation de confort.
 - Essai de fonctionnement des ventilateurs de désenfumage, mesures de pression, de débit et de vitesses, dans le cas de désenfumage mécanique.
 - Essai de fonctionnement des commandes manuelles et automatiques.
 - Examen visuels direct de chaque D.A.S y compris ceux qui disposent d'un contrôle de position de réarmement à distance.
 - Essai de fonctionnement de l'équipement d'alarme (E.A).
- Essais semestriels
 - Essai du CMSI à partir d'un détecteur d'incendie (SSI de catégorie A) et d'un déclencheur manuel (DM) par zone de mise en sécurité (ZS).
 - Essai de la totalité des exécutaires, ouvrants, portes à fermeture automatiques, rideaux et portes à dévêtissement vertical.
 - Arrêt de la ventilation de confort.

Les essais sont réalisés en mode automatique à partir d'un élément (détecteur ou déclencheur manuel) choisi de façon aléatoire dans la Z.D. considérée.

Fonction évacuation :

- Contrôler le fonctionnement de la temporisation de la diffusion de l'alarme générale et du temps de fonctionnement.

- Contrôler l'audibilité de l'alarme en tous points de la Z.A ;
- Contrôler la visibilité de l'alarme visuelle (D.L.) dans les locaux et circulations équipés de ces dispositifs ;
- Contrôler le déverrouillage des dispositifs de verrouillage pour issues de secours.

Lorsque les issues sont gérées à partir de l'U.G.C.I.S., effectuer également l'essai fonctionnel de déverrouillage des issues à partir de son U.C.M.C. et en contrôler l'exécution à l'aide de la signalisation des positions de sécurité. Constat du fonctionnement du déverrouillage de l'issue par action sur le déclencheur manuel de couleur verte et constat du non réarmement des dispositifs à la fin de diffusion du signal d'évacuation

- Contrôler la mise en fonctionnement des équipements techniques associés aux Z.A. (remise en lumière, arrêt du programme en cours, ...) ;
- Contrôler la mise en fonctionnement d'alarme adaptée aux handicapés.

Fonction de compartimentage et de désenfumage :

- Contrôler les signalisations des D.A.S.
- Contrôler le passage en position de sécurité des D.A.S. :
 - soit par contrôle visuel direct pour les D.A.S. sans contrôle de position
 - soit par contrôle visuel des signalisations des contrôles de position sur le C.M.S.I.
- Contrôler la commande des équipements techniques associés aux Z.C. (non arrêt ascenseurs, monte-charge,...).
- Contrôler la commande des équipements techniques associés aux Z.F. (arrêts des C.T.A.,...).

NB : les essais des éléments concourants aux fonctions compartimentage et désenfumage mécanique (clapets, portes et volets en particulier) sont effectués dans le cadre de la vérification du fonctionnement du CMSI et intègrent la remise en position d'attente de ces éléments.

Volets, ouvrants, exutoires

- Commande en manuelle UCMC de la fonction désenfumage,
- Commande en automatique à partir d'une ZD
- Contrôler les signalisations des D.A.S.
- Contrôler le passage en position de sécurité des D.A.S.
- Contrôler le défaut de position d'attente
- Contrôle visuel direct pour les D.A.S sans contrôle de position,
- Contrôle visuel des signalisations des contrôles de position sur le C.M.S.I.
- Contrôler la commande des équipements techniques associés aux Z.F. (arrêts des C.T.A.,...).
- Constater l'absence d'obstacle à l'ouverture et la fermeture
- Constater le bon état général
- Constater la fixation des éléments constitutifs du DAS
- Constat de la connectique
- Examiner les conducteurs, absence d'oxydation, isolant des câbles, repérage
- Constat général de l'intégrité des lignes de télécommande
- Constat de l'élément thermosensible pour les exutoires.
- Dépoussiérer, nettoyer les DAS.

D.A.C. et D.E.N.F.C

- Examiner la fixation des DAC et remise en état
- Essayer le déclenchement manuel,
- Constater la bonne ouverture des DAS, exutoires, volet, ouvrant,
- Constat de l'étiquette du fabricant sur les DAS et DAC
- Dépoussiérer, nettoyer les DAS
- Mesurer les temps de mise en sécurité de l'ensemble des DAS de chaque ZF
- Examiner le verrouillage des DAS de désenfumage après leur fermeture
- Examiner le sens d'enroulement du câble du DAC et remettre en état
- Examiner l'état du sens de pose des vérins
- Examiner l'état des poulies de renvoi, fixation, serrage câble, câble non effiloché,
- Examiner l'état des canalisations de passage gaz, tube, raccord, cintrage, corrosion, fixation
- Essai de l'étanchéité des réseaux
- Examiner les pressions de service déclarées entre le dispositif et le DENFC
- Examiner la purge
- Examiner le dard de percussion
- Essai si présente de la fonction confort et impossibilité d'utilisation lors d'une commande mise en sécurité
- Contrôler l'adéquation des cartouches avec les caractéristiques de l'appareil, nombre de bouteille, grammage
- Remplacer les bouteilles de CO2 après les essais, y compris un jeu de bouteille en réserve.
- Examiner l'état des câbles et des connexions.
- Mesurer la tension de sortie de télécommande (au sortir de la source).
- Valider les tensions d'entrée : alimentation de puissance, entrée de télécommande s'il s'agit d'un D.A.C.
- Constater la présence des grilles et de leurs fixations

Coffret de relaiage

Pour la totalité des coffrets de relaiage :

- Constater l'intégrité du coffret,

- Constater le bon état général des raccordements électriques.
- Examen visuel de l'intégrité du boîtier du coffret de relaiage.
- Examen visuel de l'intégrité des raccordements électriques (câbles électriques, présence des presse-étoupe).

Ventilateurs d'extraction et de soufflage

- Constater l'intégrité du D.C.T.,
- Constater l'absence d'obstacles à l'entrée/sortie du ventilateur,
- Constater la présence et de l'intégrité des dispositifs associés au D.C.T.
- Contrôle visuel de l'état de propreté et d'absence de corps étrangers (accumulation de feuilles, papiers, sacs plastiques...).
- S'assurer du fonctionnement des dispositifs concourant aux reports de défaut de position :
- S'assurer du fonctionnement du contrôleur d'isolement,
- Remonter l'information de l'absence de « tension » à l'entrée du coffret de relaiage,
- S'assurer du bon fonctionnement du pressostat,
- S'assurer du bon fonctionnement et de l'état général du sectionneur de proximité.
- S'assurer du bon fonctionnement de la commande arrêt pompiers et de la remontée des informations en veille et en marche.
- S'assurer de la présence des clés pour les arrêts pompiers et réarmements.
- Mesure des débits et vitesse d'air des trappes de désenfumage sur chaque bouche et ouvrant.
- Tester la fonction « désenfumage naturel » en cas de panne de ventilateur avec mesure de débit au niveau le plus défavorable.

Il est apposé sur l'ensemble des DAS et DAC une étiquette adhésive de la date de visite de maintenance.

Portes coupe-feu asservies au SSI

Le titulaire doit assurer la conformité de l'installation existante :

- Contrôler la géométrie des vantaux,
- Assurer la compatibilité du support et de la porte,
- Vérifier le bon état général de la porte,
- Vérifier la bonne fermeture et réglage si nécessaire,
- Vérifier la bonne fixation des ventouses, et remise en état y compris remplacement si nécessaire
- Vérifier le bon état du joint coupe-feu
- Constater l'intégrité du D.A.S
- Constater l'absence d'obstacle à la fermeture,
- Constater le bon état général du support.
- Constater la fermeture du D.A.S. suite à une action manuelle à partir de toutes les commandes.
- Constater la fermeture du D.A.S. suite à un ordre de télécommande.
- Contrôler le passage en position de sécurité des D.A.S.
- Contrôler le défaut de position d'attente.
- Constater le fonctionnement du dispositif d'anti réarmement involontaire (si équipé).
- Mesurer le temps de fermeture inférieur à 30 s.
- Mesurer la vitesse de fermeture inférieure à 0,3 m/s.
- Mesurer le rebond de fin de course ≤ 5 cm.

Clapets coupe-feu asservis ou non

- Le titulaire doit assurer la conformité de l'installation existante :
- Constater l'intégrité du D.A.S.,
- Constater le bon état général du support,
- Constater la fixation des éléments constitutifs,
- Constater l'absence d'obstacle à la fermeture,
- Constater le bon état général du support.
- Constater la fermeture du D.A.S. suite à une action manuelle à partir de toutes les commandes.
- Constater la fermeture du D.A.S. suite à un ordre de télécommande.
- Constater le fonctionnement du dispositif d'anti réarmement involontaire (si équipé).

Fonction d'extinction automatique à gaz

Essais de signalisation sur l'U.S. du C.M.S.I. ou sur un T.R.E. dédié des informations suivantes :

- Emission (ordre de commande ou passage de l'agent extincteur) ;
- Dérangement général du D.E.C.T.

Ces essais ont pour but de constater le bon fonctionnement de l'installation, hormis l'émission de l'agent extincteur, et ces essais fonctionnels peuvent servir de base pour d'autres systèmes d'extinction automatique.

Les essais fonctionnels des installations fixes d'extinction automatique à gaz inertes ou inhibiteurs :

- Constater la présence des informations de report sur les équipements concernés;
- Essayer les asservissements et les arrêts d'équipements techniques liés au secteur d'extinction;
- Constater la commande des dispositifs de déclenchement par les dispositifs appropriés;
- Mesurer la temporisation d'émission;
- Constater l'audibilité et la visibilité des dispositifs lumineux et sonores;

- Constater l'autonomie théorique de la source de sécurité;
- Tester l'étanchéité du local à l'aide d'un infiltromètre ;
- Constater le bon fonctionnement des vannes directionnelles et de neutralisation lorsqu'elles existent;
- Constater la compatibilité de l'agent extincteur et de sa mise en œuvre avec la nature du risque;
- Constater le bon état et le bon fonctionnement des événements de surpression.
- Alimentations électriques :- lors de chaque essai fonctionnel, s'assurer de la bonne tension nominale de la batterie et de sa bonne tenue à la décharge;
- Vérifier les informations de défaut;
- Examen visuels.

Alimentations :

- Examen visuel de la batterie (gonflement, corrosion, sels grimpants, fuite,...).
- Examiner les fusibles et les disjoncteurs et contrôler les isollements électriques par rapport à la terre.
- Examiner le serrage des connexions.
- Visualiser la remontée des informations de défaut des A.E.S.
- Contrôler la bonne tension nominale aux bornes de la batterie (en charge).
- Contrôler la bonne tension batterie en début de décharge puis après une heure de décharge.
- Mesurer le courant de décharge et le comparer à la valeur d'origine.

Article 10 - Maintenance corrective « forfaitisée »

En plus de la maintenance préventive telle que décrite aux paragraphes ci-dessus le candidat propose le chiffrage d'un forfait annuel « maintenance corrective forfaitisée » :

Le niveau de prestation intègre la totalité des équipements depuis les centrales jusqu'aux éléments de pilotages, DAS.

La maintenance corrective totale inclus les pièces, main d'œuvre, déplacement.

Ces prestations pourront être réalisées pendant la maintenance préventive.

- Le reconditionnement des détecteurs (suivant les recommandations des constructeurs)
- Le remplacement des éléments à durée de vie limitée
 - Batteries d'accumulateurs
 - Piles
- La mise à jour des textes erronés
- La mise à niveau des logiciels des ECS/CMSI
- La mise à jour annuelle de l'Unité d'Aide à l'Exploitation sur le site des Chanaux (centre hospitalier de Macon) pour le bâtiment principal en intégrant notamment les plans correspondants à l'ensemble des modifications qui ont pu être effectuées sur les locaux depuis la dernière mise à jour.
- La mise à jour des libellés :
 - Trimestrielle pour le Centre Hospitalier du Pays Charolais-Brionnais.
 - Pendant les visites préventives pour les autres établissements
- Remise à niveau du personnel sur site aux manipulations autorisées sur la centrale. Nota : Il est rappelé que conformément à l'article MS 69, le personnel de l'établissement doit être initié au fonctionnement du système d'alarme.

La notion de vétusté ne s'appliquera qu'aux équipements et matériels qui seront complétés d'un certificat du constructeur confirmant l'impossibilité de remplacer l'équipement défectueux par une pièce pouvant garantir au minimum les mêmes dispositions. Une alternative technique sera proposée par le contractant.

Prestations non incluses

Les dépannages résultant soit d'une détérioration volontaire ou accidentelle (bris, accident, malveillance, influences ambiantes nuisibles, orages, etc. ...), soit d'un usage anormal ou d'une extension non réceptionnée par le prestataire ainsi que les pièces relatives aux asservissements (telles que portes coupe-feu, trappes de désenfumage, clapets coupe-feu, moteurs etc....), les travaux de modification des installations, ne sont pas inclus dans les montants forfaitaires.

La maintenance corrective sur devis :

Le prestataire est tenu dans le cadre de ce contrat, de veiller à l'adéquation du matériel installé par rapport au risque couvert par l'installation, et c'est ainsi qu'il devra par exemple pourvoir au remplacement du type de détecteur installé dans un local dont l'affectation aurait changé. Exemple : Un stockage de produits solvants aurait remplacé un local de stockage de papier.

- La migration des détecteurs dans le but de moderniser les installations.
- L'extension/Modification du Système de Sécurité Incendie.
- Remplacement de matériel obsolète ou plus commercialisé.

Article 11 - Fourniture de pièces et interventions hors contrat

En plus de la maintenance préventive et corrective telle que décrites ci-dessus le candidat propose le chiffrage d'un bordereau de pièces détachées et d'un coefficient sur pièce (cartes, détecteurs, socles, tableaux report, alimentation...) et tout élément nécessaire à la remise en service d'une installation suite à un événement ne rentrant pas dans le cadre des maintenances décrites ci avant (Dégâts liés à la foudre, inondation, vandalisme, vétusté...).

Le devis établi devra mentionner les éléments suivants :

- le délai de réception de la pièce détachée

- le délai d'intervention du titulaire à compter de la réception de la pièce
- le prix d'achat net fournisseur
- le coefficient pour pièce tel que fixé à l'annexe 2 à l'acte d'engagement
- le taux horaire tel que fixé à l'annexe 2 à l'acte d'engagement, assorti du nombre d'heures sur site

Le coefficient pour pièce fixé à l'annexe 2 à l'acte d'engagement correspond au coefficient maximum applicable au prix d'achat net fournisseur. Ce coefficient comprend l'ensemble des éléments listés à l'article 13.3 du cahier des clauses administratives générales. Chaque établissement peut demander au titulaire la communication de la copie du devis ou de la facture du fournisseur.

Le candidat précise la filière et le coût de recyclage des détecteurs ioniques dans le cas de remplacement d'installation. De même un bordereau de prix indiquant les coûts de main d'œuvre est annexé à l'offre.

Article 12 - Rapport de fin de vérification

Un rapport détaillé de visite périodique doit être réalisé après chaque vérification réglementaire, bâtiment par bâtiment.

Ces documents doivent parvenir, sous un délai de quinze jours sur un support informatique standard exploitable sur les logiciels de type EXCEL ou WORD, PDF, au référent de chaque établissement concerné.

Cet exemplaire informatique envoyé par mail ou téléchargeable sur le site du prestataire retenu est obligatoirement complété par un résumé schématique (diagramme, graphique...) précisant et permettant une vision claire des anomalies par importance ou gravité.

Ce rapport doit être exploitable directement sans obligation de ressaisie permettant la rédaction des fiches synthèse de défauts... (Gestion des rapports).

Ces documents sont indispensables pour les documents d'analyse et de gestion des risques et dans le cadre des procédures de certification des hôpitaux.

Ils doivent être adressés aux adresses électroniques suivantes des référents service et facturation de chaque établissement.

Les rapports doivent préciser :

- La date d'intervention
- Le descriptif des installations / site
- Le rappel des anomalies de fonctionnement constatées au cours de la visite périodique ou des demandes d'intervention (historique)
- Le compte-rendu sommaire de la visite, les modifications et prestations effectuées
- Les mesures préconisées pour le remplacement de pièces usées ou d'organes, les mesures d'exploitation à envisager ou à modifier, la description des pannes détectées et les réparations effectuées.
- Les pièces échangées
- L'état des pièces d'usure
- Bilan financier de la maintenance préventive et corrective

Les rapports électroniques devront être communiqués au client dans un délai au maximum **de 15 jours à compter de la visite sur site.**

L'ATTESTATION DE VISITE DE FIN DE L'EXERCICE CONSIDERE

Le(s) titulaire(s) de la prestation établira (ont) une attestation de visite annuelle précisant que l'(les) installation(s) susmentionnée (s) a (ont) bien fait l'objet d'une maintenance périodique au cours de l'année écoulée.

Le(s) titulaire(s) du (des) présent(s) marché(s) doit(vent) s'assurer que son(leur) personnel intervenant sur le(s) site(s) du Centre Hospitalier connaît (ssent) les consignes spécifiques de l'Etablissement.

Particularités :

Pour le bâtiment principal du centre hospitalier de Macon classé en 1ère catégorie, les deux visites seront menées obligatoirement par deux techniciens SSI de la société retenue (le technicien désenfumage n'étant pas inclus dans l'effectif).

Article 13 - Prestations de travaux hors marché

Le GHT met en concurrence les entreprises en cas de prestations de travaux hors marché.

Aucune intervention hors marché n'est autorisée sans présentation par l'entreprise, d'un devis dûment accepté par les établissements du GHT et d'un bon de commande établi à l'ordre de l'entreprise.

Sont considérés en dehors des prestations prévues au présent Cahier des charges :

- Les réparations entraînées par un usage anormal des matériels ou suite à malveillance ou vandalisme.
- La remise en état de fonctionnement des Dispositifs Actionnés de Sécurité.
- Les travaux de remise en état de l'installation suite à des détériorations dues à l'explosion pour quelle que cause que ce soit (sauf en cas de mauvais entretien des batteries d'accumulateur), à des phénomènes d'irradiation, à des

émanations chimiques, à des faits de guerre ou d'émeute, à des utilisations anormales, à des incendies, à des surtensions de foudre, à des dégâts des eaux – à charge du titulaire d'en apporter la preuve.

- Les travaux de modernisation, La mise à la disposition de telles fournitures fera éventuellement l'objet d'une étude, d'un devis et d'une commande en bonne et due forme. Ces travaux de modernisation font l'objet d'un marché spécifique à l'initiative des directions techniques des sites concernés.
- Toute intervention qui aurait pour effet de modifier le nombre et /ou la nature et ou le positionnement des équipements de base.

En cas d'intervention ou de travaux effectués hors marché et acceptés par les établissements concernés, un rapport d'intervention établi par l'agent du titulaire précisant la nature des travaux exécutés et la liste des pièces remplacées sera signé conjointement avec le référent sécurité de chaque site pour valoir réception de la prestation. Le livret de maintenance de l'installation sera dûment renseigné.

Le titulaire devra fournir, après travaux qui lui seraient confiés, les nouveaux schémas et plans des installations, établis sur papier ainsi qu'une copie informatique sur CD-Rom sous format AutoCad version 2010.

Article 14 - Obligation du titulaire

14.1 - Obligations générales

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la configuration des systèmes de sécurité et de la nature des équipements et des matériels dont il assure la maintenance.

L'entreprise a une obligation de résultat. Elle doit livrer au maître de l'ouvrage l'ensemble des installations en complet et parfait état de fonctionnement en conformité avec la réglementation, les prescriptions, les modalités d'intervention décrites dans le présent document

Le titulaire devra justifier de l'appui et de la garantie des différents constructeurs ainsi que de la qualification FFSA APSAD I7 F7.

Il devra justifier des niveaux 3 et/ou 4 au sens de la norme NFS 61931 :

NIVEAU III (personnel habilité à faire de la maintenance ou de la vérification) :

- Correspond à un accès au système par toute personne chargée d'effectuer les mises en service et les maintenances techniques telles que prévues par le constructeur.
- En ce qui concerne le matériel, ce niveau permet de procéder aux opérations de vérification et de mesure afin de s'assurer du bon fonctionnement et de remplacer les éléments dont l'interchangeabilité est prévue.
- En ce qui concerne le programme éventuel, ce niveau permet de changer des paramètres dont la modification a été prévue à la conception.
- Exemples d'interventions au niveau III : remplacement à l'identique d'une carte électronique sur connecteur, modification de la programmation des séquences suite à une redistribution de locaux.

NIVEAU IV (personnel autorisé par le constructeur) :

- L'opérateur doit avoir l'agrément du constructeur. Correspond à toute intervention non prévue aux niveaux inférieurs (maintenance corrective non élémentaire).

Exemples d'intervention au niveau IV : dessoudage et remplacement à l'identique d'un composant électronique, modification du programme d'exploitation.

Le titulaire s'engage à disposer de tous les moyens nécessaires humains, matériels, pour assurer les engagements du présent marché en tous temps et en toutes circonstances, à l'exclusion des cas de force majeure (émeute, grève générale, guerre, guerre civile, sabotage)

Avant toute intervention, le technicien de l'entreprise devra se présenter auprès du Responsable technique, Sécurité Incendie ou de son représentant. Les travaux ont lieu sous la direction du titulaire. Le personnel intervenant doit se conformer strictement aux prescriptions des établissements du GHT.

En début de contrat, le titulaire doit remettre aux représentants du GHT une liste indiquant les noms et titres qualitatifs du chef d'équipe ainsi que des techniciens qui interviendront sur les installations. Cette liste doit être tenue à jour et toute modification pouvant y être apportée doit être signalée au Responsable du Service de Sécurité Incendie.

Les opérations de vérifications annuelles nécessiteront la présence d'agents qualifiés. Pour une bonne connaissance des sites et des installations, l'entreprise devra confier les vérifications annuelles aux mêmes techniciens.

Les personnels mandatés par le Titulaire sont seuls autorisés à assurer les prestations objet du contrat.

Le personnel amené à intervenir sur les sites des établissements a l'obligation de porter de façon visible, un dispositif d'identification indiquant de façon claire la raison sociale de l'entreprise et le nom ou le prénom de la personne (badge ou un vêtement professionnel indiquant clairement son appartenance à l'entreprise). Toute personne en infraction avec cette règle peut être reconduite hors du site. Il se conformera à toute procédure d'identification et de contrôle mise en place par les établissements du GHT.

Les visites programmées de maintenance préventive ne doivent pas conduire à une indisponibilité des équipements durant les heures d'occupation normales des locaux concernés.

La durée des interventions doit être aussi réduite que possible. Celles-ci seront effectuées sans que le fonctionnement des différents services soit interrompu ; des dispositions particulières pourront être mises en place dans les secteurs sensibles.

Le Titulaire est tenu d'utiliser son propre matériel (échelle ou escabeau compris) et d'être en possession de l'outillage spécifique relatif à l'installation pour exécuter les prestations qui lui sont

demandées incluant un aspirateur équipé d'un filtre HEPA, voici le lien pour les références : <https://www.manutan.fr/fr/maf/aspirateur-t-15-1-hepa-karcher>
Ainsi qu'un déprimomètre pour mesurer les différences de pression entre cage d'escalier et circulation.

et être Titulaire des habilitations électriques requises.

Le Titulaire ne devra considérer aucune intervention de dépannage comme une visite périodique et par là même s'y substituer.

Le Titulaire doit être en possession d'un stock de pièces détachées de rechange d'origine homologuée et garantie, disponibles en moins de 24 heures.

Le stock tient compte de l'usure, de la fiabilité et de la difficulté d'approvisionnement de pièces présentes dans les installations. Le GHT peut exiger l'ajout d'une pièce de rechange à la liste des pièces prévues en stock si elle est de nature à induire une panne pénalisant fortement le fonctionnement des installations.

La liste des pièces de rechange sera indiquée par le candidat dans son offre.

Le Titulaire doit garantir au GHT l'approvisionnement de tous les éléments de matériel (notamment cartes électroniques, pièces détachées, etc ...) nécessaires à l'entretien et à la maintenance de chacune des installations concernées par le présent marché pendant toute la durée de celui-ci. Il indiquera les délais moyens d'approvisionnement des pièces non stockées.

En outre, le Titulaire mettra à disposition des établissements du GHT sur chaque site 1 ou 2 détecteurs de chaque type ainsi que des fusibles pour les exutoires.

Le Titulaire doit signaler par écrit aux responsables concernés des sites du GHT les incidents prévisibles, dès qu'il peut les déceler, en indiquant clairement les conséquences qui pourraient entraîner le refus de prendre en compte la dépense afférente aux travaux nécessaires, dans le cas où ceux-ci seraient à sa charge.

Le Titulaire est tenu de communiquer au responsables sécurité ou technique de chaque site, tous les conseils utiles au bon fonctionnement des matériels, ainsi que ceux relatifs à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire s'engage à fournir annuellement un bilan technico-économique complet des installations au Responsable du Service Sécurité ou technique de chaque site.

Le Titulaire doit participer au respect de l'environnement (récupération et recyclage en conformité avec la législation). En particulier, il doit évacuer lui-même toutes les pièces, les composants, les fluides et ingrédients qu'il a dû échanger ou remplacer lors de son intervention.

Le Titulaire devra s'engager, tant pour lui-même personne morale, que pour chacun de ses collaborateurs, à considérer comme confidentielles, à ne pas divulguer et à ne pas utiliser, toutes les informations et tous les documents d'ordre technique ou économique, les résultats obtenus et les observations faites au cours des travaux exécutés au titre de ses prestations.

Le Titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la discrétion des travaux vis-à-vis des patients et limiter les bruits et gênes en découlant.

14.2 - Plan de prévention

Un plan de prévention devra être établi si la durée des interventions est supérieure à 400 heures sur une période de 12 mois. Le cas échéant, le titulaire devra prendre contact avec le Responsable du Service de Sécurité Incendie pour établir un Plan de Prévention en conformité avec le décret n° 92-158 du 20 février 1992 et équiper ses intervenants en conséquence et à sa charge.

Le Titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Article 15 - Qualification du (des) titulaire(s) et organisation du (des) service(s) du titulaire

15.1 - Qualification du (des) titulaires

L'ensemble du personnel intervenant sur les sites doit disposer d'une qualification professionnelle portant sur les équipements et le système faisant l'objet du contrat.

Un marché de services complets qui couvre l'ensemble des prestations de main d'œuvre et de fournitures nécessaires pour maintenir à tout moment l'installation en état de marche, implique que les entreprises consultées disposent de tous les moyens techniques et matériels pour assurer le plein accomplissement du marché et notamment, d'avoir la parfaite connaissance de la technique propre au constructeur du matériel dont elles se proposent d'assurer la maintenance.

A ce titre, le titulaire du (des) marché(s) devra donc justifier auprès de l'Etablissement, soit :

- De références sérieuses attestées par des administrations, des entreprises nationales ou par un organisme officiel en ce domaine,
- D'un contrat écrit avec le constructeur du matériel concerné dans lequel le constructeur s'engage à lui fournir un appui technique et matériel lors de la réalisation de ces prestations de maintenance.

Pour les opérations de maintenances élémentaires le personnel intervenant devra être qualifié au niveau 3 minimum, conformément à la norme AFNOR NFS 61 933.

Pour les opérations de maintenances non élémentaires, le personnel intervenant devra être qualifié au niveau 4 minimum, conformément à la norme AFNOR NFS 61 933.

15.2 - L'organisation du service du (des) titulaires

Le(s) titulaire(s) précisera (ont) les moyens qu'il(s) envisage(nt) de mettre à la disposition du client pour la réalisation de la prestation :

- Lieu d'implantation et adresse de l'agence de secteur,
- Interlocuteur administratif et technique (numéros de téléphone et mail),
- Curriculum vitae du (des) technicien(s) détaché(s) sur le CHM,
- Période horaires d'intervention (semaine, week-end, jours ouvrables, jours fériés),
- Délai d'intervention de 4 à 6 heures selon la gravité,
- Prise en compte des appels (centre de réception, répondeur),
- Effectif des techniciens opérationnels sur le secteur,
- Gestion informatisée ou non des appareils en maintenance.

L'organisation du service du titulaire sera précisé dans un document intitulé fiche entreprise suivant le modèle annexé à la Déclaration du candidat.

Article 16 - Responsabilités et assurances

Le(s) titulaire(s) du (des) marché(s) assume(nt) la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il(s) est (sont) seul(s) responsable(s) des dommages

- Causés directement ou indirectement pendant ses interventions :
 - o À son personnel, au personnel de la personne publique ou à des tiers
 - o À ses biens, aux biens appartenant à la collectivité publique ou à des tiers
- Causés par la carence des installations imputables à la maintenance et se produisant en dehors de ses interventions

Sont exclus de la responsabilité du (des) titulaire(s), sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci (eux-ci), les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le(s) titulaire(s) n'a, (n'ont) pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du (des) titulaire(s) peut (vent) être dérogée lorsque la preuve établie démontre que le (s) titulaire(s) a (ont) été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de la personne publique ou de son représentant désigné, ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc...)

NOTA : On entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de tout élément de l'installation sous contrat.

Article 17 - Protection des locaux

Le titulaire doit protéger les matériaux, les ouvrages exécutés et les équipements déjà installés dans les locaux dans lesquels il intervient.

En cas de détérioration des équipements installés et/ou des locaux du fait du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire réparer ces équipements et/ou ces locaux aux frais et risques du titulaire.

Article 18 - Propreté des locaux

Le titulaire doit assurer, conformément aux préconisations du pouvoir adjudicateur, le nettoyage des équipements et des locaux dans lesquels il intervient.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel autant de fois que nécessaire à une société spécialisée dans le nettoyage dès lors que le titulaire ne maintient pas les équipements et les locaux dans un état de propreté suffisant pendant et après l'exécution des prestations. Les dépenses d'entretien des équipements et des locaux sont, dans ce cas, facturées au titulaire défaillant.